

De nouvelles fonctions pour le Gersois d'origine Jean Castex



De nouvelles fonctions pour le Gersois d'origine Jean Castex

Trois mois après avoir quitté ses fonctions de Premier ministre, Jean Castex a été officiellement nommé président du conseil d'administration de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFIT France) par décret du Président de la République en date du 17 août 2022.

Il succède à Christophe Béchu qui a rejoint le gouvernement d'Elisabeth Borne en tant que ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

L'AFIT France est un établissement public qui gère la part de l'État dans le financement des infrastructures routières, ferroviaires, fluviales ou portuaires.

Son budget est alimenté par une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), un versement des sociétés concessionnaires d'autoroutes, une part des amendes de radars automatiques et des dotations de l'État.

La nomination du Gersois à la tête de l'Afit est **une proposition d'Elisabeth Borne et d'Emmanuel Macron.**

Avant qu'elle ne soit validée, Jean Castex a été auditionné par la commission du développement durable de l'Assemblée nationale le 27 juillet.

Face aux parlementaires, l'ancien Premier ministre a estimé qu'il **est nécessaire d'investir massivement dans le ferroviaire** pour décarboner les transports. Il a cependant précisé qu'il ne faut pas oublier la route. « Tantôt, on me présente comme un fervent défenseur du train, ce qui est exact et revendiqué, et tantôt comme un chaud partisan de la route. Je pense qu'il faut les deux », a lancé Jean Castex dans l'Hémicycle.

Plusieurs dossiers attendent Jean Castex dont le Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) avec la LGV relier Toulouse à Bordeaux mais aussi la ligne Montpellier-Perpignan.

L'ancien Premier ministre a été également élu fin juillet à titre bénévole, président de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) par son conseil d'administration.

L'ancien chef du gouvernement doit rencontrer dès le mois de septembre l'ensemble des parties prenantes de la FACE.

Selon un communiqué de la FACE, il a pour ambition « d'en faire un acteur majeur en multipliant les clubs et fondations abritées sur tous les territoires, afin d'apporter des solutions concrètes au plus près des besoins »

Créée en 1993 à l'initiative de la maire de Lille et ancienne ministre du Travail Martine Aubry, avec l'appui de treize grands groupes français, cette Fondation reconnue d'utilité publique mobilise les acteurs économiques mais aussi les acteurs sociaux et institutionnels sur les territoires pour agir contre les exclusions, les discriminations et la pauvreté.

Photo-titre : Jean Castex et l'ensemble du conseil municipal lors de sa visite à Vic-Fezensac en mai 2021